

Pour les services publics, la Fonction publique, l'Éducation

Le gouvernement s'engage dans un violent tour de vis en particulier sur la dépense publique. La petite musique qui monte depuis quelques semaines selon laquelle il serait inéluctable de sabrer dans les services publics, la protection sociale et le financement lutte contre le dérèglement climatique est irresponsable.

Notre démocratie est au moins autant menacée par un délitement des services publics que par une offensive militaire. Il est donc indispensable de renforcer tout ce qui permet de faire vivre les solidarités, socle de notre démocratie.

Des services publics sacrifiés

L'austérité budgétaire a déjà fait ses premières victimes. Ces coupes ne sont pas techniques, mais relèvent bien de choix politiques. Depuis 2017, les 62 milliards de baisse d'impôts ont essentiellement profité aux plus riches. Le montant des aides aux entreprises est estimé *a minima* à 157 milliards, quand le budget de l'Éducation nationale est de 64 milliards par an. Les coupes annoncées pour atteindre 40 milliards d'économie visent les plus fragiles et les territoires les plus délaissés.

Le gouvernement et la Cour des comptes avancent à grands pas :

- **menaces sur l'abattement de 10 % sur les impôts des retraité-es** qui toucheront les plus modestes ;
- menaces de **fermetures des maternités et des centres hospitaliers des espaces ruraux** ;
- **baisse déjà lourde des subventions des centres de Planification familiale** comme en Drôme ;
- **diminution des crédits des institutions culturellr et du Pass culture...**

Dans l'Éducation, les mobilisations des personnels et des parents sur l'absence de remplacement se multiplient partout dans notre académie, particulièrement dans les territoires les plus éloignés. Dans les quartiers politique de la ville, les personnels se sont fortement mobilisé-es contre le manque de moyens du service public et une carte de l'éducation prioritaire obsolète, alors que les situations sociales se détériorent sans cesse.

Dans notre académie, **le nombre de TZR a été par exemple divisé par 2 en deux ans, conséquence directe des milliers de suppressions de postes** dans l'Éducation nationale sous la présidence d'Emmanuel Macron.

Fonction publique attaquée

Par leur mobilisation, les personnels ont gagné l'abandon du projet d'augmenter à trois jours le délai de carence en cas d'arrêt maladie. Néanmoins, le gouvernement a persisté à infliger une réduction de 10 % de la rémunération lorsque les personnels sont placés en congés de maladie ordinaire. Il a aussi maintenu la suppression de la GIPA pour 2024 et 2025 alors même que toutes les rémunérations de la fonction publique ont été affaiblies par la crise inflationniste des années passées.

Il est nécessaire de refuser cette austérité budgétaire pour que d'autres choix soient faits en faveur de la fonction publique et de ses agent-es.

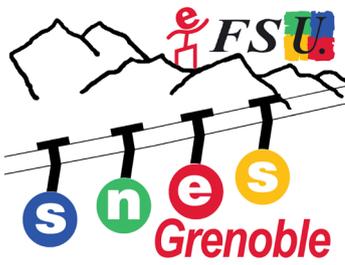
Le SNES et la FSU revendiquent :

- un plan pluriannuel combinant la revalorisation d'au moins 20 % du point d'indice et l'attribution de 80 points d'indice ;
- la revalorisation des carrières, des grilles indiciaires et requalification des emplois ;
- la conversion des régimes indemnitaires en point d'indice ;
- un plan massif de titularisation rapide des contractuel·les et le réemploi de toutes et tous jusqu'à leur titularisation effective ;
- création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH ;
- la revalorisation des métiers féminisés en vue de l'égalité salariale réelle : « à travail de valeur égale, salaire égal » ;
- l'amélioration des conditions de travail, de la santé au travail et la prise en charge de la souffrance professionnelle ;
- le rétablissement à 100 % de la rémunération des congés de maladie ordinaire et suppression du jour de carence ;
- l'abrogation de la Loi de transformation de la fonction publique et le renforcement du statut de la fonction publique ;
- l'abrogation de la réforme de 2023 des retraites et l'abandon du report de l'âge du départ à la retraite à 64 ans ;
- l'indexation des pensions des retraité-es sur les salaires.

LE SNES ET LA FSU, AVEC L'INTERSYNDICALE FONCTION PUBLIQUE, APPELLENT

À LA GRÈVE LE MARDI 13 MAI 2025

CONTINUONS LA MOBILISATION POUR IMPOSER NOS CHOIX !



L'Éducation nationale, victime des « chocs »

Le « Choc des savoirs » produit les effets délétères que le SNES-FSU avait identifiés dès le lancement de la réforme. Lorsqu'ils existent en Sixième et Cinquième, les regroupements d'élèves les plus fragiles sont catastrophiques. Absence d'émulation, ambitions au rabais pour ces élèves cantonnés à des « fondamentaux » qui les éloignent toujours plus du reste de la classe : pour elles et eux, le fossé vers la classe de Quatrième devient vite infranchissable.

Articulé à d'autres réformes structurelles comme le lycée Blanquer et ParcoursSup, c'est bien une forme de dualisme scolaire qui se dessine : d'un côté, une masse d'élèves assigné-es à leurs positions scolaires et sociales ; de l'autre, une élite composée des enfants qui naviguent avec aisance dans ce système éducatif fait de codes qu'elles et ils sont les seul-es à maîtriser. Ce dualisme scolaire prépare le terrain à une forme de dualisme social séparant de façon extrêmement étanche une masse de jeunes peu qualifié-es, cantonné-es à des postes d'exécution, et une élite tournée vers les emplois les plus qualifiés.

Ça n'est pas par hasard si les fouilles de sac, mises en place par Elisabeth Borne au nom du « Choc d'autorité », concernent en premier les collèges et lycées les plus populaires !

Des personnels méprisés

Ces attaques touchent en premier lieu les plus précaires. Les AESH continuent d'avoir des conditions de travail inacceptable et ça n'est pas la mise en œuvre des PAS qui changera la situation. Avec la CDIisation, nous sommes bien loin d'avancées statutaires et de rémunérations. Dans la droite ligne de la loi de Transformation de la Fonction publique, ce sont les temps partiels imposés et les pressions qui sont la norme pour ces personnels.

En première ligne avec les annonces sécuritaires d'Elisabeth Borne, **les AED sont de plus en plus maltraités par l'institution et le leur de la CDIisation ne résout en rien la situation** pour des personnels pressurés à qui l'on ferme toute possibilité d'évolution dans la Fonction publique.

Quant aux **enseignant-es, CPE et PsyEN**, le temps de travail ne fait qu'augmenter, les conditions de travail se dégradent, les pressions managériales deviennent la norme et sont institutionnalisées avec le Pacte et Bercy tient dans sa main les avancées en termes de revalorisation. La chasse aux disponibilités et les pressions sur les collègues ont mené dans notre académie à un doublement du nombre de démissions ces deux dernières années.

La réforme de la formation initiale et du recrutement des professeur-es et des CPE marque un brutal coup d'arrêt à la reconnaissance de la haute qualification de nos métiers.

Avec un concours à bac + 2,5, adossé à une baisse des horaires de formations universitaires depuis vingt ans, ce projet de réforme réduit fortement les exigences disciplinaires aux concours.

On en arrive à un volume global de formation à peine au niveau d'une première année d'université de la fin des années 1990... Il y a donc une forme de déqualification, mais aussi de dénaturation de nos métiers.

Dans un contexte où la connaissance et le savoir sont remis en cause par les théories complotistes et les *fake news*, dans un monde de plus en plus complexe, dans un pays où la défiance envers les institutions démocratiques ne cesse de progresser avec la montée des extrêmes droites..., nous avons besoin d'une École émancipatrice, dans laquelle les élèves grandissent ensemble, et qui leur permet de comprendre le monde, d'une École avec des personnels revalorisés, qualifiés, reconnus, respectés.

Quant à un éventuel « Choc d'attractivité », nous en sommes bien loin ! Rien n'est fait pour revaloriser les carrières et rien n'est prévu pour permettre aux étudiant-es d'accéder massivement à une Licence ou pour ouvrir les concours pour titulariser massivement les contractuel-les.

Le SNES-FSU est déterminé à porter un autre projet pour l'École.

C'est un impératif et une urgence tant éducative que sociale et démocratique.

**POUR COMBATTRE CE PROJET D'ÉCOLE ET IMPOSER NOS CHOIX,
LE SNES ET LA FSU, AVEC L'INTERSYNDICALE ÉDUCATION, APPELLENT
À LA GRÈVE LE MARDI 13 MAI 2025**

Retrouvez les analyses et
revendications du SNES-FSU sur
grenoble.snes.edu

